



CITÉ DE LA MUSIQUE
PHILHARMONIE DE PARIS

Établissement public de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris

Consultation pour les services de sûreté, de contrôle d'accès, d'accueil administratif et logistique et de sécurité incendie

REGLEMENT DE CONSULTATION

Procédure formalisée passée en appel d'offres ouvert en application du Code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres
Mardi 10 juin 2025 avant 12h00

Les pièces de la candidature et de l'offre, rédigées en langue française, devront être transmises de manière électronique uniquement sur le profil acheteur accessible à partir du portail suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document, non contractuel, décrit le déroulement de la procédure et indique au candidat les modalités de réponse à la présente consultation. Il est donc demandé au candidat de le lire attentivement.

Codes CPV : 79710000-4 : Services de sécurité ; 71700000-5 : Services de surveillance et de contrôle ; 75250000-3 : Services d'incendie et de secours

SOMMAIRE

<i>PREAMBULE</i>	<i>3</i>
<i>ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONSULTATION.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 2. - CONDITIONS DE LA PROCÉDURE FORMALISÉE.....</i>	<i>4</i>
2.1 – Procédure	4
2.2 – Forme du marché.....	5
2.3 – Durée du marché.....	5
2.4 – Délai de validité des offres.....	5
2.5 – Candidatures et groupement.....	5
2.6 – Options et modifications	5
2.7 – Demande(s) de précisions – Audition(s).....	6
2.8 – Variantes.....	6
2.9 – Sous-traitance	6
2.10 – Visite des bâtiments	6
2.11 – Confidentialité.....	7
2.12 – Diversité - égalité.....	8
<i>ARTICLE 3. - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</i>	<i>8</i>
3.1 – Candidatures.....	8
3.2 – Contenu des offres	10
<i>ARTICLE 4. – JUGEMENT DES OFFRES</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 5. - MODALITÉS D’ENVOI ET DE REMISE DE L’OFFRE</i>	<i>12</i>
<i>ARTICLE 6. - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</i>	<i>12</i>
<i>ARTICLE 7. - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</i>	<i>12</i>

PREAMBULE

A titre d'introduction, il est utile de rappeler le contexte dans lequel s'inscrit la présente consultation.

Créé par le décret n° 2015-1178 du 24 septembre 2015 relatif à l'établissement public de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris (ci-après dénommée également « pouvoir adjudicateur »), cet établissement est placé sous la tutelle du ministère de la Culture.

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial. Elle a pour mission de contribuer au développement de la vie musicale au travers de trois grands pôles d'activité : le patrimoine, la diffusion musicale et la pédagogie-documentation-éditions.

Elle concourt à l'information et à la formation musicale du public ainsi qu'à la recherche dans le domaine de la musique. Elle soutient dans leur activité les formations instrumentales et s'efforce d'élargir le public des manifestations musicales.

Elle développe les échanges entre étudiants, professionnels et publics et facilite l'insertion des jeunes musiciens dans la vie professionnelle.

Pour l'accomplissement de ces missions, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris peut accueillir et susciter toutes activités et initiatives [...] elle organise des activités d'initiation du public [...], elle peut coopérer avec les collectivités territoriales ainsi que les organismes, fondations et associations français ou étrangers, poursuivant des objectifs répondant à sa vocation. (Art. 2 et art. 3 du décret du 24 septembre 2015).

A ce titre, elle développe en particulier des actions pédagogiques qui visent à offrir un meilleur accès à la musique à des publics qui en sont éloignés.

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris est dotée de deux bâtiments principaux sur le Parc de la Villette :

Le bâtiment de la Cité de la musique accueille les équipements suivants :

- Le **Musée de la musique**, qui comprend les espaces d'exposition de la collection permanente, des espaces d'exposition temporaire, un laboratoire de recherche et de restauration et des espaces pédagogiques ;
- Une **salle des concerts** et un **amphithéâtre** ;
- Une **Médiathèque musicale** comprenant un fonds d'ouvrages, de partitions et de supports numériques et un portail comprenant des ressources numérisées ;
- Des **espaces d'activités éducatives** et des **ateliers de pratique musicale**.

Le bâtiment de la Philharmonie accueille les équipements suivants :

- La **Grande salle Pierre Boulez** et de nombreuses **salles de répétitions** ;
- Des **espaces d'exposition temporaire** ;
- La **Philharmonie des enfants**

*

* *

L'ensemble des pièces transmises aux candidats est dénommé dossier de consultation des entreprises (ci-après dénommé « DCE »). Il est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation et son annexe « Diversité et égalité » ;
- Un acte d'engagement par lot ;
- Une décomposition du prix globale et forfaitaire (ci-après D.P.G.F.) par lot, annexée à l'acte d'engagement ;
- L'acte de sous-traitance, annexé à l'acte d'engagement ;
- Un bordereau de prix unitaires (ci-après B.P.U.) par lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (ci-après le C.C.A.P) commun à tous les lots et ses annexes relatives aux pénalités ;
- Un cahier des clauses techniques particulières (ci-après le C.C.T.P.) par lot et son annexe relative à la liste anonyme des personnels.

Le présent document, désigné « Règlement de consultation », vise à préciser l'organisation de la consultation, les modalités de remise et de jugement des candidatures et des offres des candidats.

Les prescriptions techniques sont détaillées dans le CCTP.

ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre porte sur des services de sûreté, de contrôle d'accès, d'accueil administratif et logistique mais également de sécurité incendie.

ARTICLE 2. - CONDITIONS DE LA PROCÉDURE FORMALISÉE

2.1 – Procédure

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application du Code de la commande publique.

Dès lors, cette procédure se déroulera comme suit :

- Date limite de remise des offres : Elle est définie au mardi 10 juin 2025 à 12h00.
- Notification de l'accord-cadre : Elle est estimée fin octobre 2025 avec prise d'effet à compter du 1^{er} janvier 2026.

2.2 – Forme du marché

La présente consultation comprend 2 lots :

- Lot n°1: Services de sûreté, de contrôle d'accès et d'accueil administratif et logistique ;
- Lot n°2 : Service de sécurité - incendie

Les candidats peuvent répondre pour un ou plusieurs lots.

2.3 – Durée du marché

La durée du marché est indiquée à l'article « Durée » de l'acte d'engagement.

2.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 – Candidatures et groupement

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R 2142-19 du Code de la commande publique, sous forme groupée.

Il est toutefois interdit de présenter plusieurs candidatures agissant à la fois en qualité de candidat individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Il est également interdit de présenter sa candidature en qualité de membre de plusieurs groupements

Pour la présentation des candidatures et des offres, les groupements peuvent être constitués sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, pour l'exécution du marché.

2.6 – Options et modifications

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, de passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché initialement conclu selon les conditions définies aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code précité.

2.7 – Demande(s) de précisions – Audition(s)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander par écrit ou par oral (appel téléphonique, visio-conférence voire audition), des précisions sur la teneur de l'offre du ou des candidats ayant déposé une offre qui appelle à être précisée.

Des conditions de stricte égalité et de confidentialité entre les candidats seront respectées.

Ces potentiels échanges, tracés, ne doivent en aucun cas être interprétés comme des négociations, interdites en appel d'offre ouvert.

2.8 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.9 – Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L 2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les conditions et les modalités prévues par les articles R 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

2.10 – Visite des bâtiments

Une visite par lot des bâtiments de la Philharmonie de Paris et de la Cité de la musique est fortement recommandée pour les candidats qui le souhaiteraient. En cas d'intérêt pour les deux lots, il est possible de faire les visites le même jour.

Les visites se feront du 19 au 28 mai sur l'un des créneaux proposés ci-dessous. Les candidats sont invités à manifester leur souhait de visite sur l'un des créneaux proposés auprès de :

Monsieur Eric Jouvenet
Responsable sécurité / sûreté
Courriel : ejouvenet@cite-musique.fr

Monsieur Marc Moisy
Adjoint au responsable sécurité / sûreté
Courriel : mmoisy@cite-musique.fr

Créneaux proposés :

- 19/05 à 14h00
- 20/05 à 14h00
- 21/05 à 14h00
- 22/05 à 10h00

- 23/05 à 14h00
- 26/05 à 10h00 et 14h00
- 27/05 à 10h00 et 14h00
- 28/05 à 14h00

2.11 - Confidentialité

Le candidat est susceptible d'avoir connaissance d'un certain nombre d'informations confidentielles, tant pendant la phase de consultation qu'ultérieurement, une fois que le titulaire aura été désigné. Les informations confidentielles en cause sont de tous ordres, technique, commercial, financier. Les informations confidentielles restent la propriété pleine, entière et exclusive de La Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Le candidat s'engage à n'utiliser les informations confidentielles communiquées par La Cité de la musique - Philharmonie de Paris ou celles auxquelles il aurait accès à l'occasion de la consultation ou ultérieurement, que pour les besoins de la consultation et l'exécution de la mission si celle-ci lui était effectivement confiée, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature que ce soit.

Le candidat s'engage à ce que les informations confidentielles soient protégées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles et ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel et dirigeants ayant à en connaître, dûment informés du caractère strictement confidentiel de ces informations confidentielles et tenus par une obligation de confidentialité au moins aussi contraignante que celle stipulée par la présente clause. Aucune information confidentielle ne doit être divulguée à un tiers sans l'accord préalable et écrit de La Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Le candidat assume l'entière responsabilité de toute utilisation ou divulgation non expressément autorisée des informations confidentielles.

A quelque moment et pour quelque motif que ce soit, le candidat s'engage, à première demande de La Cité de la musique - Philharmonie de Paris, à restituer tous les documents contenant des informations confidentielles sans en garder aucune copie. Cette obligation est souscrite pendant toute la durée de la phase de consultation, et pendant toute la durée d'exécution du marché si ce dernier était confié au candidat à l'issue de la présente procédure de consultation, augmentée d'une durée de dix (10) ans.

2.12 – Diversité - égalité

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris a obtenu le label «Diversité » et « Egalité » en 2018 et à ce titre, elle souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Tout candidat soumissionnant déclare et garantit ne pas être frappé par une interdiction de soumissionner relative au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations.

Par ailleurs, il est demandé aux candidats de remplir le questionnaire fourni en annexe 1 au présent Règlement. Ce questionnaire n'a pas de valeur contraignante et n'est pris en compte ni pour la sélection des candidatures ni pour le jugement des offres.

Toutefois, ce questionnaire renseigné est exigé du seul titulaire dans les quinze jours suivant la date de notification du marché.

ARTICLE 3. - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La proposition du candidat devra être rédigée en français.

Il est impératif que le candidat transmette dans son dossier de candidature une adresse mail valide et consultée.

3.1 – Candidatures

3.1.1 – Présentation des candidatures

Chaque opérateur économique, qu'il se présente seul ou en groupement, produit à l'appui de sa candidature les documents et renseignements suivants permettant à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris de s'assurer qu'il dispose de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché :

- Une lettre de candidature, datée et signée individuellement, au moyen du formulaire DC1 (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou d'un document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques.

En cas de groupement, tous les membres doivent signer la lettre de candidature ou à défaut habilitier leur mandataire à signer en leur nom (l'habilitation devant alors être fournie).

- La copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire ;

- Une déclaration sur l'honneur, datée et signée individuellement, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2411-5 et L 2141-7 à L

2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- Tout document relatif au pouvoir de la personne habilitée pour l'engager (un extrait K-bis ou toute pièce justificative équivalente).
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices disponibles.
- Une liste des principaux services fournis dans le domaine objet du marché pour des établissements de taille équivalents, notamment au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations des destinataires ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Compte tenu de l'objet du marché et afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.
- Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité.

Pour la justification de la capacité économique et financières et des capacités professionnelles et techniques, les candidats peuvent utiliser le formulaire normalisé DC2, intitulé « *Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement* » (https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC2-2019.doc).

Le candidat devra justifier, au cours des années 2022, 2023 et 2024, avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel global moyen d'un montant minimum de 9 000 000 €, dont au minimum 3 500 000 € H.T. annuel moyen de prestations objet du présent accord-cadre.

Toutefois, pour les candidats ne répondant qu'à un seul lot, ces montants sont divisés par deux.

Si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques, l'appréciation des capacités est globale.

3.1.2 – Examen des candidatures

Les candidatures incomplètes ou ne justifiant pas, au regard des documents exigés ci-dessus, des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminées.

Toutefois, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous, qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

3.2 – Contenu des offres

Le dossier constituant l'offre comprend obligatoirement les documents suivants, rédigés en langue française :

➤ **Pour le lot n°1: Services de sûreté, de contrôle d'accès et d'accueil administratif et logistique**

- L'acte d'engagement signé qui englobe acceptation des autres pièces du marché ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), annexée à l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.), annexé à l'acte d'engagement ;
- Le mémoire technique composé comme suit :
 - Une note relative à la méthodologie et aux modalités des formations et de maintien des acquis ;
 - Une note relative à la garantie et au suivi de la prestation ;
 - Une note relative à l'organisation de la gestion des personnels, de l'organisation du mode dégradé et de la politique sociale de l'entreprise ;
 - Une note relative à la fidélisation des personnels et à la maîtrise du turn-over.

➤ **Pour le lot n°2 : Services de sécurité incendie**

- L'acte d'engagement signé qui englobe acceptation des autres pièces du marché ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), annexée à l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.), annexé à l'acte d'engagement ;
- Le mémoire technique composé comme suit :
 - Une note relative aux méthodes de formation interne utilisées par le candidat ainsi qu'aux modalités de test des connaissances des personnels en place. Il précisera les formations proposées au personnel ainsi que leur rythme et les formateurs ;
 - Une note relative aux méthodes de ronde et d'action préventive ;
 - Une note relative à l'organisation de la mission, aux moyens matériels et humains affectés à l'exécution de la mission. A ce titre, le candidat précisera notamment :
 - Les qualifications et effectifs proposés pour répondre aux exigences du cahier des charges. Le candidat joindra également le CV du personnel encadrant ;
 - Les moyens matériels mis en place pour chaque prestation définie dans le cahier des charges, notamment les équipements de protection individuelle fournis, les moyens supports, les équipements collectifs et la tenue vestimentaire adaptée selon les saisons que le candidat propose d'adopter pour son personnel.

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le C.C.A.P, le C.C.T.P. et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

La proposition du candidat devra être rédigée en français.

ARTICLE 4. – JUGEMENT DES OFFRES

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économique la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés comme suit :

➤ **Pour le lot n°1:**

- **Prix : 40 %, dont :**

- 30 % au titre du prix forfaitaire total reproduit à l'acte d'engagement ;
- 10 % au titre de la cohérence des prix indiqués dans le BPU.

- **Valeur technique : 60 %, dont :**

- 20 % au titre des modalités et de la méthodologie des formations et de maintien des acquis ;
- 15% au titre de la garantie et du suivi de la prestation (ex : tenue, réunions de pilotage etc.) ;
- 15% au titre de l'organisation de la gestion des personnels, de l'organisation du mode dégradé et de la politique sociale de l'entreprise
- 10% au titre de la fidélisation des personnels et de la maîtrise du turn-over.

Les notes seront attribuées en fonction des mémoires techniques transmis.

➤ **Pour le lot n°2:**

- **Prix : 40 %, dont :**

- 30 % au titre du prix forfaitaire total reproduit à l'acte d'engagement ;
- 10 % au titre de la cohérence des prix indiqués dans le BPU.

- **Valeur technique : 60 %, dont :**

- 30 % au titre de l'organisation de la mission, des moyens humains et matériels affectés à l'exécution de la mission ;
- 15 % au titre des méthodes de rondes et d'actions préventives ;
- 15 % au titre des modalités et méthodes de formation du personnel.

Les notes seront attribuées en fonction des mémoires techniques transmis.

Les candidats non retenus seront informés par voie électronique.

La notification du marché interviendra également par voie électronique.

ARTICLE 5. - MODALITÉS D'ENVOI ET DE REMISE DE L'OFFRE

La date limite de réception des offres est fixée au mardi 10 juin 2025 à 12h00.

Les candidatures et les offres devront être transmises par voie électronique uniquement, avant la date limite de réception des offres sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Toutefois et en cas de difficulté bloquante avérée sur la plateforme le jour même de la date limite de remise des offres, celle-ci peut être, en dernier recours, envoyée à l'adresse suivante : xdelhaye@cite-musique.fr

ARTICLE 6. - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

La Cité de la musique - Philharmonie de Paris se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7. - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Si vous souhaitez poser une question, vous devrez formuler votre demande en temps utile par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>
Une réponse sera alors adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres et visible à l'ensemble des personnes ayant téléchargé le DCE de manière non anonyme.

Il est en conséquence fortement recommandé de s'enregistrer sur le profil acheteur avant de télécharger le DCE, afin d'être correctement informé des éventuelles questions et réponses apportées au cours de la consultation ou encore d'être correctement informé des éventuelles modifications des documents de la consultation.

Autrement et en cas de difficulté, vous pouvez contacter :

Xavier Delhaye

Responsable des marchés et de la commande publique

Cité de la musique – Philharmonie de Paris

xdelhaye@cite-musique.fr